

## Communiqué de presse

# Les entreprises vaudoises tiennent le cap dans un environnement incertain

*Lausanne, le 3 mai 2022* - Sans tomber dans l'euphorie, la reprise s'est bien confirmée en 2021 pour les entreprises vaudoises, ceci tant dans l'industrie que dans les services. L'amélioration constatée devrait par ailleurs se poursuivre cette année, au vu des prévisions établies, et ce indépendamment du secteur d'activité et de la taille des entreprises. Si l'optimisme est particulièrement de mise concernant l'évolution des emplois, la progression de la situation bénéficiaire se traduit également par une reprise sur le front des investissements. Le «Baromètre des préoccupations des entreprises» indique cependant que la guerre en Ukraine accroît le niveau d'inquiétude et les incertitudes.

En 2021, la marche des affaires s'est révélée bonne à excellente pour 41% des répondants à l'enquête conjoncturelle de printemps de la CVCI. Toutefois, signe des difficultés encore présentes, particulièrement durant le premier semestre 2021, près d'un tiers des entreprises déclarent avoir vécu une année difficile, voire très difficile.

Après des résultats 2020 en forte baisse, le chiffre d'affaires a progressé pour la moitié des entreprises sondées, favorisé notamment par un effet de rattrapage. La situation bénéficiaire a suivi la même tendance, bien que dans des proportions moindres.

### Des prévisions positives malgré un contexte difficile

L'amélioration constatée devrait se poursuivre cette année, au vu des prévisions établies. Près d'une entreprise sur deux s'attend ainsi à une progression de son chiffre d'affaires en 2022 et ces perspectives réjouissantes s'observent indépendamment du secteur d'activité et de la taille des entreprises. L'embellie économique se confirme également à travers une augmentation des montants investis. Après deux années de baisse, ceux-ci devraient progresser au cours des prochains mois, avec néanmoins quelques disparités. Les investissements sont attendus à la hausse pour les entreprises de plus de 30 collaborateurs, alors que la tendance est stable pour les petites structures.

### Des signaux toujours au vert sur le marché de l'emploi

Après une année 2021 qui a vu le taux de chômage se résorber et atteindre le niveau d'avant crise, les entreprises restent optimistes quant à l'évolution des emplois, tant dans le secteur secondaire que tertiaire. Seules 6% d'entre elles prévoient de réduire leurs effectifs en 2022, alors qu'un quart envisagent d'augmenter leur personnel; une proportion qui s'élève même à 40% parmi les entreprises de plus de 100 collaborateurs.

### Un niveau d'inquiétude toujours élevé

A la crise liée au Covid a succédé la guerre en Ukraine, avec des conséquences qui se ressentent déjà, comme l'illustre le «Baromètre des préoccupations des entreprises». La situation économique générale reste la principale source d'inquiétude (60%), ce qui démontre les fortes incertitudes actuelles liées notamment à l'inflation et à l'approvisionnement. Dans l'industrie, c'est le niveau des prix des matières premières qui préoccupe majoritairement les entreprises

(69%), alors que celui du franc suisse, pourtant très fort, n'est que peu mentionné (16%). Par ailleurs, au gré de la reprise économique amorcée l'an dernier, une recrudescence des difficultés de recrutement est constatée. Celles-ci concernent un tiers des répondants, et même près de 60% des sociétés de plus de 100 collaborateurs.

### **La certification envisagée comme un atout**

Souhaitant affiner sa vision quant aux projets entamés par les entreprises en termes de durabilité, la CVCI a également interrogé ses membres sur le recours aux certifications. Une majorité des entreprises sondées jugent que l'obtention de certifications en lien avec la responsabilité sociétale et environnementale est importante, voire indispensable. Les motivations les plus mentionnées pour la mise en place de certifications sont liées à l'image de l'entreprise, mais trouvent aussi leur origine dans l'exigence des clients. Pour une partie des répondants, ce sont bien sûr les convictions personnelles qui motivent cette politique.

Cela dit, que ce soit au niveau des coûts, de la mobilisation nécessaire ou du choix de la certification, le processus comporte des freins aux yeux de certaines entreprises. Celles-ci s'avèrent ainsi plus ou moins avancées dans le processus et, de manière générale, la mise en place de certifications est considérée comme une mesure parmi d'autres. Que ce soit au niveau social (égalité salariale, informations et plans de mobilité pour les collaborateurs), au niveau environnemental (isolation des bâtiments, remplacement des luminaires et du chauffage) ou dans les relations commerciales (travail avec les fournisseurs locaux), de nombreuses structures mentionnent avoir entrepris diverses démarches en matière de durabilité. La CVCI s'en réjouit et souhaite jouer un rôle plus important dans le passage à une économie plus durable. Elle continuera donc à travailler dans cette voie, en collaboration avec les entreprises, actrices de la solution face aux défis environnementaux à relever.

#### ***Une enquête représentative***

*L'enquête a été menée par la CVCI du 28 février au 8 avril 2022, et 781 réponses ont été reçues (260 entreprises industrielles et 521 sociétés de services), ce qui correspond à 24% de nos membres. L'ensemble des entreprises ayant répondu occupe près de 56'000 collaborateurs dans le canton, ce qui correspond à environ un emploi privé sur sept et rend donc les tendances dégagées très représentatives.*

### **Contacts pour plus d'informations:**

**Patrick Zurn** - Responsable économique – 076 373 36 20

[patrick.zurn@cvci.ch](mailto:patrick.zurn@cvci.ch)

**Philippe Miauton** – Directeur – 079 277 68 41

[philippe.miauton@cvci.ch](mailto:philippe.miauton@cvci.ch)

Et résultats détaillés sur [www.cvci.ch/enquetes](http://www.cvci.ch/enquetes)

#### **La Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie en quelques chiffres**

La Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI) regroupe près de 3'300 entreprises, représentant quelque 130'000 emplois, soit environ le tiers des emplois privés recensés dans le canton. Association de droit privé fondée en 1898, non subventionnée, elle tire ses ressources des cotisations de ses membres, de la vente de services et de divers mandats. Elle est notamment active dans les caisses sociales, les services juridiques, la certification des exportations, la conjoncture, l'innovation, la formation professionnelle, le réseautage ainsi que l'appui aux multinationales.